

Tertiarisation et productivité de l'économie togolaise

P'lanam Germain Farouh *

Comment la tertiarisation, signe de développement économique, influence la productivité de l'économie ? Dans cet article, nous faisons l'analyse des caractéristiques du changement structurel et de sa contribution à la croissance de la productivité du travail. L'analyse a porté sur les données des comptes nationaux du Togo de la période 2007 à 2019. La contribution du changement structurel a été évaluée grâce à la décomposition de la croissance de la productivité du travail (gain de productivité) en effets intra sectoriel et inter sectoriel (Amandine SCHREIBER et Augustin VICARD). Cette décomposition a été exécutée suivant deux optiques : les secteurs d'activité et les branches d'activité qui sont les éléments constitutifs des secteurs d'activités. Les résultats montrent un recul de la part du secteur agricole dans l'emploi total et la valeur ajoutée brute au profit du secteur tertiaire. Ils montrent aussi que le changement structurel contribue à 1,3 % à la croissance de la productivité du travail de l'économie lorsque la décomposition est réalisée suivant les branches d'activité. Lorsque la décomposition est réalisée suivant les secteurs d'activité, la contribution est de 0,3 %. Le développement du secteur tertiaire a des implications pour l'emploi, la pauvreté et les inégalités puisqu'il met en lumière l'existence d'une forme particulière d'emploi qui est l'auto-emploi et des emplois précaires.

How does tertiarization, a sign of economic development, influence the productivity of the economy? In this article, we analyse the characteristics of structural change and its contribution to labour productivity growth. The analysis focused on data from Togo's national accounts for the period 2007 to 2019. The contribution of structural change was assessed through the decomposition of labour productivity growth (productivity gain) into intra-sectoral and cross-sectoral (Amandine SCHREIBER and Augustin VICARD). This breakdown was carried out according to two perspectives: the sectors of activity and the branches of activity which are the constituent elements of the sectors of activity. The results show a decline in the share of the agricultural sector in total employment and gross value added in favour of the tertiary sector. They also show that structural change contributes 1.3 % to the growth of labour productivity in the economy when the breakdown is carried out according to branches of activity. When the breakdown is carried out according to the sectors of activity, the contribution is 0.3 %. The development of the tertiary sector has implications for employment, poverty, and inequalities since it highlights the existence of a particular form of employment which is self-employment and precarious jobs.

JEL :

Mots clés : Tertiarisation, changement structurel, productivité du travail, contribution.

Keywords: tertiarization, structural change, labour productivity, contribution.

* P'lanam Germain Farouh est ingénieur, statisticien et économiste, chargé des Comptes nationaux et des Synthèses Économiques au Département des Politiques Économiques et de la Fiscalité Intérieure à la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

1. Introduction

En économie du développement, l'une des théories les plus largement commentées dispose que la croissance économique induit un changement de structure (Clark 1940 ; Lewis 1954 ; Kuznets 1957 ; Bustos, 2016). En effet, si nous partons des théories de l'économie dualiste qui postule l'existence d'un secteur traditionnel à faible productivité qui disposerait d'un excédent de main-d'œuvre et d'un secteur moderne, caractérisé par des rendements d'échelle, l'innovation technique et technologique et des gains de productivité accrus (Lewis, 1954), nous comprenons alors que la transformation structurelle est un préalable à toute croissance économique (Herrendorf, Rogerson et Valentinyi, 2013). Cette assertion est confirmée par les auteurs Duarte et Restuccia (2010) et Herrendorf, Rogerson, et Valentinyi (2014) pour qui le changement structurel est un élément fondamental de la croissance économique. Cette transformation structurelle se caractérise par la baisse des parts du secteur agricole en termes d'emplois et de production au profit de celles du secteur manufacturier et plus tard, au profit du secteur des services. Ce processus est celui suivi par les pays qualifiés aujourd'hui de développés qui ont procédé à une réallocation sectorielle de leurs ressources (UNCTAD, 2016).

En Afrique le processus de développement a pris une trajectoire différente du modèle classique qui a permis aux pays de l'Asie de l'Est et de l'Europe d'atteindre le niveau de développement qu'ils connaissent aujourd'hui. En effet, le secteur tertiaire est le principal bénéficiaire de la réallocation des ressources. Selon le « *rapport sur le développement 2015* » de la banque africaine de développement (BAD), depuis les années 1960, la part du secteur agricole dans l'emploi et la valeur ajoutée a nettement diminué au profit du secteur des services. L'industrie manufacturière quant à elle a perdu du terrain en Afrique depuis le milieu des années 1970 avec une part dans l'emploi largement inférieure à 8 %. En effet, lorsqu'une économie croît, la part des activités agricoles a tendance à décroître au profit de celle des activités de service. La part du secteur secondaire quant à elle a une évolution en U-inversé ; elle augmente pendant les faibles stades de développement au fur et à mesure que le capital s'accumule, puis diminue lors des stades de développement élevés où des revenus plus élevés stimulent la demande de services et les coûts de la main-d'œuvre (Xinshen Diao, Kenneth Harttgen et Margaret McMillan, 2017). Ce changement structurel a permis d'enregistrer une croissance annuelle dépassant parfois les 5 % dans la plupart des pays au cours des deux dernières décennies (Ionel Zamfir, 2016). Cette

croissance est portée par le secteur des services qui génère plus de la moitié du PIB. Toutefois, une analyse minutieuse de la nature de cette croissance montre qu'elle peine à garantir un niveau de développement économique et social aux populations en raison notamment de la précarité des emplois qui sont pour la plupart informel.

Au Togo, l'activité économique est portée par le secteur des services qui est le secteur qui a enregistré la croissance la plus rapide au cours des quinze dernières années. Sur cette période elle a contribué en moyenne à 50,3 % à la création de la richesse nationale¹. Pour ce qui est de l'emploi, en 2019 le secteur des services représente 46,3 % de l'emploi total de l'économie contre 38,1 % pour l'agriculture.

Les pays africains ayant très peu fait l'objet d'étude empirique sur le changement de la structure de leur économie à cause de l'absence de données fiables sur l'activité économique depuis les indépendances (Xinshen Diao, Kenneth Harttgen et Margaret McMillan, 2017), cet article se propose d'analyser la transformation structurelle de l'économie togolaise et sa contribution à la croissance de la productivité du travail en partant du constat simple mais non simpliste que l'économie togolaise est en pleine « tertiarisation ». Le reste de l'article se présente comme suit. La deuxième section présentera et évaluera la documentation sur le sujet du changement structurel, dans le but de le situer par rapport aux recherches antérieures ou à l'information existante. La troisième section abordera la méthodologie utilisée pour l'atteinte des objectifs et la quatrième section présentera les résultats des différentes analyses. La dernière section sera consacrée à la conclusion et aux implications en termes de politiques publiques.

2. Revue de la littérature

2.1. Revue théorique

Le concept de « changement structurel » a reçu une attention particulière après la deuxième guerre mondiale. Plusieurs recherches universitaires ont mené à la formulation de plusieurs théories sur le développement mais la plus largement commentée entre 1960 et 1970 reste celle d'Arthur Lewis prix Nobel d'économie 1979. Le modèle de Lewis (1955), encore connu sous le nom du modèle à deux secteurs ou du modèle de surplus de main d'œuvre, part du besoin des pays de transformer la structure

¹ *Comptes nationaux rétropolés de 2007 à 2016, Comptes nationaux définitifs du Togo 2016-2017, Comptes nationaux du Togo 2018, Comptes nationaux du Togo 2019 disponible sur le site de l'INSEED www.inseed.tg*

de leur économie en passant d'une économie agricole avec une faible productivité du travail vers une économie plus industrialisée où les activités industrielles proposent une productivité du travail plus élevée. Cette mobilité des facteurs de production vers un secteur plus productif s'apparente au concept de « *destruction créatrice* » de l'économiste Joseph Schumpeter présenté dans son livre « *Capitalisme, Socialisme et Démocratie (1942)* ».

Les travaux réalisés sur le thème du changement structurel sont assez divers. La plupart des auteurs s'accordent sur le fait que le changement structurel est une caractéristique fondamentale du développement économique. Pour Moshe Syrquin (1988) le changement structurel se situe au centre de la croissance économique moderne. Il induit une augmentation des activités économiques qui se traduit par l'accélération du taux de croissance, une réduction des inégalités et une éradication de la pauvreté. Selon Moshe Syrquin et Chenery (1989) ces différents changements sont intimement liés à la structure d'une économie. Pour Sewel (1992), la structure fait référence à tout schéma récurrent du comportement social. Pour Kuznet (1966, 1971) le changement structurel de l'économie doit prendre en compte les variables institutionnelles et sociales, ce qui l'amène à dire que « *certaines changements structurels des institutions économiques, mais aussi sociales et des croyances sont nécessaires, car, sans eux, la croissance économique moderne serait impossible* » Chenery, quant à lui, considère le développement économique « *comme l'ensemble des changements interdépendants qui surviennent dans la structure d'une économie et nécessaires à la continuité de sa croissance* » (1979).

La corrélation entre changement structurel et croissance économique est rendue possible grâce au processus d'accumulation et de réallocation des facteurs de production, d'innovations techniques et d'amélioration de la productivité de certains secteurs qui deviennent plus attractifs. Ce processus cumulatif est défendu par Abramovitz (1983) qui affirme : « *La redistribution sectorielle de la production et de l'emploi est à la fois une condition nécessaire et un accessoire de l'accroissement de la productivité* ». Pour Syrquin (1988), dans les situations de déséquilibres les changements structurels deviennent une source potentielle de croissance s'ils conduisent à une utilisation plus complète et plus appropriée des ressources.

D'autres auteurs préfèrent voir le changement structurel comme un recul de la part du secteur agricole dans les agrégats macroéconomiques. Pour Balroch (1989), l'innovation et l'introduction de la technologie ont permis au secteur agricole de substituer le travail par le capital ainsi que par

l'utilisation massive des intrants chimiques ; ce qui explique la baisse de la part du secteur agricole dans l'emploi par exemple. Timmer (2009) explique la transformation structurelle en quatre dimensions principales à savoir :

- Le recul de la part de l'agriculture dans le PIB et l'emploi ;
- La montée de l'urbanisation impulsée par l'exode rural ;
- Le développement des autres secteurs de l'économie ;
- Et la transition démographique.

Selon le Rapport sur le développement en Afrique 2015 de la BAD, les sources de la croissance des pays africains peuvent être réparties en trois composantes : la première est liée à la croissance du secteur traditionnel, la deuxième, à la croissance du secteur moderne, la dernière, à la redistribution intersectorielle des ressources, ce qu'il est convenu d'appeler la transformation structurelle.

2.2. Revue empirique

Duarte et Restuccia (2010) avancent que le changement structurel joue un rôle important dans le processus de développement de la productivité des pays en développement. Les pays enregistrant une rapide croissance de leur économie sont ceux qui ont procédé à une réallocation de leur main d'œuvre dans les secteurs ayant un niveau élevé de productivité ; ce qui leur a ainsi permis de rattraper leur retard de productivité. Partant d'un panel de 29 pays (le panel n'inclut pas les pays pauvres) dont les données couvrent la période de 1956 à 2004, ils arrivent à la conclusion que dans les pays en développement, une hausse de la productivité combinée à une réallocation de la main d'œuvre agricole dans l'industrie, expliqueraient de 50 % le rattrapage de la productivité globale sur la période. Cependant, leur modèle d'analyse de la transformation structurelle et de la croissance de la productivité globale repose entièrement sur un ensemble d'économies fermées. L'ouverture et les échanges internationaux peuvent avoir un impact sur la productivité domestique et en économie ouverte, les prix des biens échangés reflètent les conditions du marché mondial et pas seulement du facteur national.

En 2014, Gollin, Lagakos, et Waugh ont conclu, en utilisant les données de 151 pays dont plusieurs pays africains, que le gain économique serait important s'il y a une réduction de la part de l'emploi dans le secteur agricole. Cette conclusion est due au fait que le gap de productivité dans l'agriculture est considérable par rapport aux autres secteurs de l'économie. Pour McMillan, Rodrik, et

Verduzco-Gallo (2014), le changement structurel opéré dans les pays africains a contribué négativement à la croissance économique dans les années 90 contrairement à la période 2000-2005 où cette contribution a été positive. Ces résultats ont cependant été remis en cause par Xinshen Diao, Kenneth Harttgen et Margaret McMillan pour deux raisons :

- L'échantillon des pays africains utilisé n'est pas représentatif des pays pauvres ;
- Les données utilisées s'arrêtent en 2005, ce qui ne permet pas de décrire les récents développements de l'activité économique dans les pays africains de l'échantillon.

Selon le Rapport sur le commerce et le développement de 2016, entre 1950 et 1980 le changement structurel dans les zones en développement s'est plus ou moins déroulé comme l'avaient prédit les économistes du développement avec la part de l'agriculture dans la valeur ajoutée et dans l'emploi qui baisse au profit des secteurs secondaire et tertiaire. Bien entendu, cette évolution est très diverse selon les pays et est fonction de leur situation initiale et des politiques mises en œuvre. Les auteurs remarquent que le changement structurel s'est plus matérialisé en Asie de l'Est que dans les autres zones en développement. Ces changements sont survenus pendant la période de croissance rapide des activités industrielles. En Afrique, la part du secteur industriel dans la valeur ajoutée a baissé et sa part dans l'emploi n'a pas évolué.

Pour analyser les schémas de changement structurel et de la croissance de la productivité du travail, Xinshen Diao, Kenneth Harttgen et Margaret McMillan (2017) ont utilisé la base de données Groningen Growth and Development Center (GGDC). L'échantillon retenu à cet effet comprend 39 pays dont onze pays africains, neuf pays de l'Amérique, dix pays de l'Asie et neuf pays au revenu élevé. Les résultats qui portent sur la période 1960-2010 montrent que la contribution du changement structurel à la croissance annuelle de la productivité globale dans les pays africains est de 1,57 %. Cependant cette contribution est inférieure à celle des pays d'Asie où le changement structurel a continué à jouer un rôle important. Les résultats montrent aussi que le recul de la part de l'agriculture a plus bénéficié au secteur des services dans les pays africains. Dans les pays d'Asie, la baisse de la part de l'agriculture dans l'emploi a bénéficié au secteur des services et à l'industrie pour lequel la part dans l'emploi représente le double de celle enregistrée dans les pays africains. Les auteurs, cependant, s'interrogent sur la pertinence d'une telle comparaison d'autant plus que le revenu moyen en Afrique est plus faible que celui de l'Asie de l'Est, de l'Amérique latine et des autres régions. De plus, aux différentes étapes

de leur développement, les pays présentent des schémas différents de changement structurel.

Toujours dans l'optique de comparaison des modèles de changement structurel, le rapport sur le développement en Afrique 2015 de la Banque africaine de développement sur la thématique « *Croissance, pauvreté et inégalités : lever les obstacles au développement durable* » identifie de grandes différences. En effet, l'observation faite sur le Vietnam, l'Éthiopie et le Kenya montre que le Vietnam a suivi un modèle de transformation structurelle classique ce qui a favorisé la croissance de son économie. La transformation structurelle classique de réallocation des ressources (départ de la main d'œuvre) du secteur agricole vers les activités urbaines plus productives (industries manufacturières et services) a contribué environ pour moitié à la croissance impressionnante observée au Vietnam (McCaig et Pavcnik, 2013). Dans les deux pays africains, le départ de la main d'œuvre du secteur agricole n'a pas de conséquences positives. En Éthiopie par exemple la transformation structurelle, même si elle a été propice à la croissance de l'économie, n'a pas permis le développement de l'industrie manufacturière. Concernant la transformation structurelle du Kenya, elle a très peu contribué à la croissance économique. Cette situation s'explique par le fait que le départ de la main d'œuvre du secteur agricole a principalement profité au secteur des services dont la productivité n'est guère plus élevée que celle de l'agriculture.

La transformation structurelle de l'Afrique a pris une trajectoire différente du modèle classique qui a permis aux pays d'Asie d'enregistrer de fortes croissances. Le départ de la main d'œuvre du secteur agricole et des zones rurales n'a pas bénéficié aux industries manufacturières formelles. Cette main d'œuvre est en grande partie absorbée par les services. Le fait que la transformation structurelle de l'Afrique soit différente du modèle de transformation classique ne signifie pas pour autant qu'elle a perdu toutes ses chances de se développer. Quel que soit le changement de structure opéré, c'est son apport à la croissance de la productivité et les politiques à mettre en place pour développer les secteurs à forte productivité qui devraient faire objet d'intérêt.

3. Méthodologie

Les changements structurels et plus spécifiquement la tertiarisation sont susceptibles d'avoir un impact sur le gain de productivité de l'ensemble de l'économie. En effet la réallocation du facteur travail vers les branches d'activité plus productive affecte l'évolution de la productivité globale. Pour mesurer cet effet nous

emprunterons la méthode de décomposition de la variation de la productivité d'Amandine Schreiber et Augustin Vicard (2011).

La méthodologie permet de décomposer le gain de productivité. La décomposition utilise des données annuelles chaînées des comptes nationaux, ce qui permet la comparaison des niveaux de productivité en volume. Le gain de productivité est la variation relative de la productivité d'une branche (secteur) j entre deux dates consécutives $t-1$ et t . De façon générale, la productivité est la contribution d'un ou de plusieurs facteurs de production à la variation du résultat dégagé par un processus de production. Elle est souvent comparée au rendement, à l'efficacité et à l'efficience. Le facteur de production utilisé sera le travail. La productivité du travail de l'ensemble de l'économie est la moyenne des productivités des branches (secteurs) de l'économie pondérée par la part de l'emploi de la branche dans l'économie :

$$P_t = \frac{VA_t}{N_t} = \frac{\sum_i VA_t^i}{\sum_i N_t^i} = \sum_i \frac{N_t^i}{\sum_i N_t^i} \cdot \frac{VA_t^i}{N_t^i} = \sum_i \alpha_t^i P_t^i \quad (1)$$

où VA_t^i , N_t^i et α_t^i respectivement la valeur ajoutée, l'emploi de la branche (secteur) d'activité i à la date t et la part de l'emploi de la branche (secteur) dans l'économie.

La décomposition du gain de productivité moyen en contribution annuelle moyenne de l'effet de structure

instantané et de l'effet intra-branche (intra-sectoriel) entre deux dates δ et t est donnée par l'équation :

$$GPM_{\delta \rightarrow t} = \frac{1}{t - \delta} \sum_{j=\delta+1}^t GP_{j-1 \rightarrow j} \quad (2)$$

$$= \frac{1}{t - \delta} \sum_{j=\delta+1}^t \left(\frac{P_j - P_{j-1}}{P_{j-1}} \right)$$

Avec

$$P_t - P_{t-1} = \sum_i \alpha_{t-1}^i (P_t^i - P_{t-1}^i) + \sum_i (P_{t-1}^i - \overline{P_{t-1}}) (\alpha_t^i - \alpha_{t-1}^i) + \sum_i (P_t^i - P_{t-1}^i) (\alpha_t^i - \alpha_{t-1}^i) \quad (3)$$

Le premier terme est l'effet intra-branche (intra-sectoriel) évalué avec le poids de l'emploi à la date $t-1$, le deuxième terme est l'effet de structure instantané dû à la variation du poids de l'emploi de la branche i entre les deux dates et introduit un effet de comparaison avec la moyenne des productivités des branches (secteurs) de l'économie. Le troisième terme est le résidu de second ordre qui est négligeable lorsque les variations de productivité et de poids de l'emploi sont faibles.

Dans le cadre de cet article, deux types de décomposition seront utilisés : une décomposition suivant les secteurs d'activité et une décomposition suivant les branches d'activité qui sont des éléments constitutifs des secteurs d'activités. On appelle secteur d'activité une subdivision macroéconomique de l'économie regroupant des activités économiques ayant des traits similaires. Une branche d'activité regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou

Tableau 1

Présentation des secteurs d'activité de l'économie togolaise

Secteurs d'activité	Branches d'activité
Secteur primaire	Agriculture
	Élevage et chasse
	Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien
	Pêche et aquaculture
Secteur secondaire	Extraction
	Manufacturière
	Eau Electricité et gaz
	Construction
	Commerce
Secteur tertiaire	Transports et entreposage
	Hébergement, restauration et débits de boissons
	Information et communication
	Activités financières et d'assurance
	Activités immobilières
	Activités spécialisées, scientifiques et techniques
	Activités de services de soutien et de bureau
	Activités d'administration publique
	Éducation
	Activités pour la santé humaine et l'action sociale
	Autres services (Activités artistiques, sportives et récréatives, Autres activités de services n.c.a., Activités spéciales des ménages)

Source : les calculs de l'auteur.

produisent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée. La comparaison des deux types de décompositions (suivant les secteurs d'activité et les branches d'activité) permettra de voir si la réallocation du facteur travail prend en compte les similarités entre les activités.

Trois grands secteurs économiques sont retenus pour la répartition de l'activité économique : primaire, secondaire et tertiaire.

Les données² utilisées dans le cadre de cet article portent sur la valeur ajoutée brute et l'emploi. Les données sur la valeur ajoutée brute sont chaînées (base 2016) et disponibles de 2007 à 2019. De 2007 à 2015 les données de la valeur ajoutée sont le résultat des travaux de rétropolation³ initiés par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) pour prendre en compte les recommandations du SCN2008⁴.

² Les données utilisées sont issues des comptes nationaux du Togo élaborés sous le système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008)

³ La rétropolation consiste à reprendre le calcul des comptes élaborés sous un système de comptabilité nationale différent du système en vigueur en y intégrant toutes les recommandations du nouveau système de comptabilité nationale et les nouvelles méthodologies de traitement adoptées pour la nouvelle année de base.

⁴ Les résultats de la rétropolation sont disponibles sur le site de l'Institut National de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) ; <https://inseed.tg/download/3382/?tmstv=1681768316>

Pour les besoins de cet article, les données de l'emploi entre 2011 et 2015 (disponible sous le SCN93) ont été rétropolées pour être cohérentes avec les données des matrices de l'emploi élaborées sous le SCN2008 (c'est-à-dire pour les années de 2016 à 2019). La méthodologie utilisée pour la rétropolation et son résultat sont présentés en annexe.

4. Résultats

4.1. La tertiarisation de l'économie

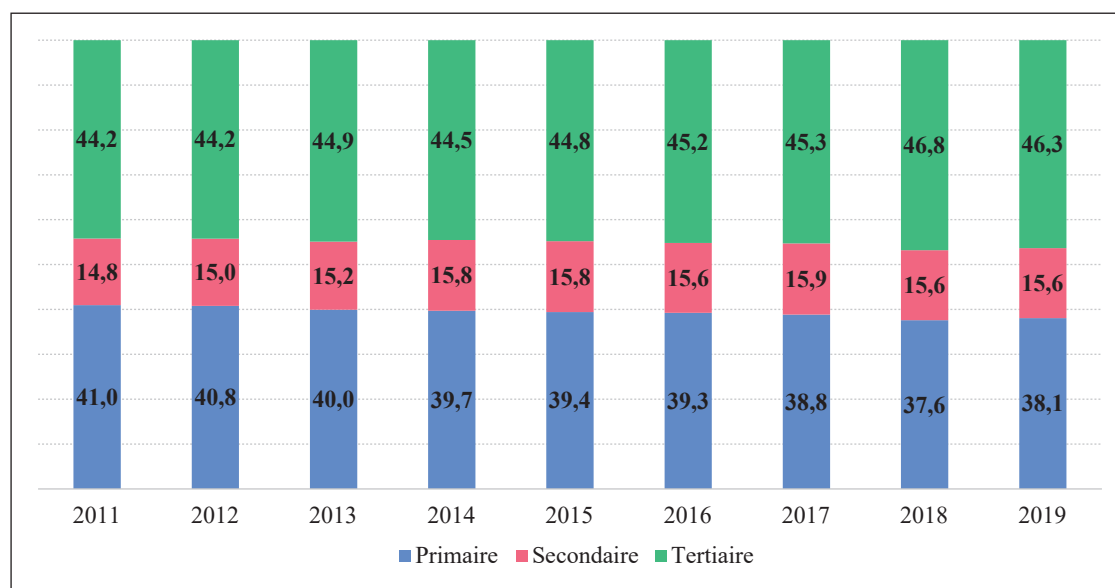
D'un point de vue classique le changement structurel peut être défini comme un recul de la part du secteur agricole dans les agrégats macroéconomiques comme le PIB et l'emploi au profit principalement du secteur des services.

L'analyse de l'emploi montre que le secteur primaire a vu sa part dans l'emploi total reculer de 2,9 points de pourcentage entre 2011 et 2019 (38,1 % en 2019 contre 41,0 % en 2011). Cette baisse est principalement bénéfique pour le secteur tertiaire dont la part dans l'emploi a augmenté de 2,1 points de pourcentage passant de 44,2 % en 2011 à 46,3 % en 2019. La part du secteur secondaire a augmenté de 0,8 point de pourcentage sur la même période.

Pour la valeur ajoutée brute, le secteur des services reste le secteur prédominant avec une part supérieure à 50 %. Les secteurs primaire et secondaire ont enregistré des baisses respectives de 3,0 et de 0,8 point de pourcentage de leurs parts dans la valeur ajoutée brute alors que le secteur tertiaire a connu une hausse de 3,8 % de sa part (55,2 % en 2019 contre 51,4 % en 2007).

Graphique 1

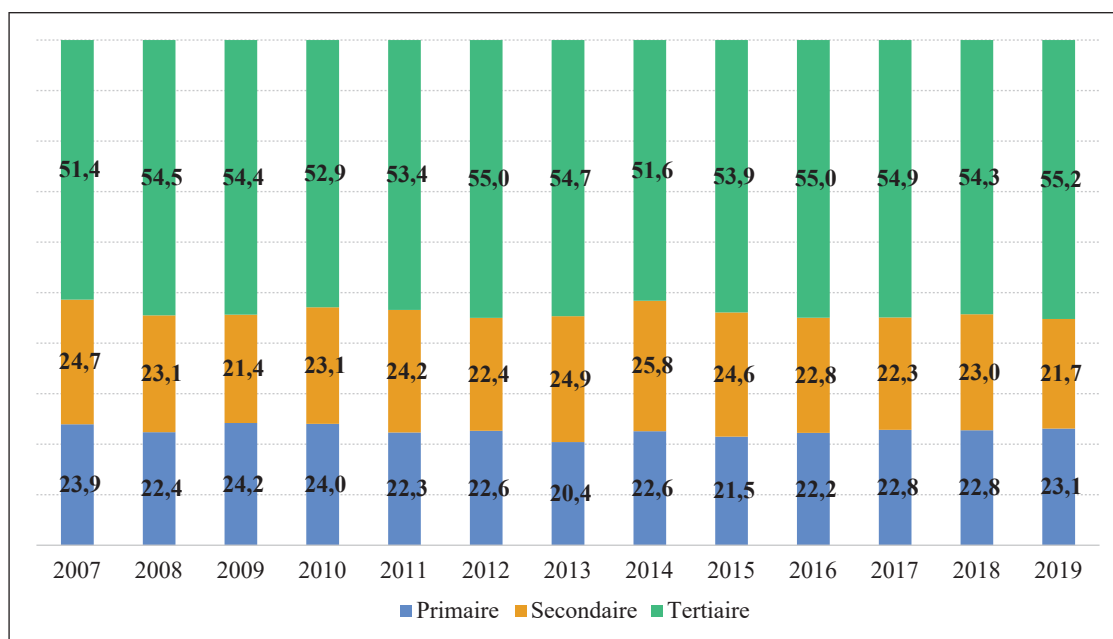
Evolution (%) de la part des secteurs d'activité dans l'emploi total



Sources : Calcul de l'auteur à partir des données des comptes nationaux du Togo

Graphique 2

Evolution (%) de la part des secteurs d'activité dans la valeur ajoutée brute totale



Sources : Les données des comptes nationaux du Togo, INSEED

4.2. Productivité du travail dans l'économie togolaise

Il y a gain de productivité lorsqu'une entreprise produit le même niveau de bien pour moins de facteur de production ou lorsqu'avec le même niveau de facteur de production, l'entreprise augmente le niveau de biens produits. La productivité du travail sera utilisée pour mesurer le progrès technique dans l'ensemble des branches de l'économie togolaise.

Le graphique (3) sur la productivité et le gain de productivité des branches montre les différents secteurs et leurs subdivisions dans l'économie togolaise en fonction de leur productivité en 2019 et du surplus moyen créé sur la période de 2011 à 2019. L'analyse du graphique montre que les secteurs secondaire et tertiaire enregistrent en 2019 une productivité supérieure au niveau moyen, contrairement à celle du secteur primaire. Cependant sur la période de 2011 à 2019, la productivité du secteur primaire augmente avec un taux de progression annuel moyen de 3,0 % supérieur à ceux des autres secteurs. Cette hausse de la productivité résulte notamment des investissements réalisés dans l'agriculture au travers du Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA 2010-2015) et du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN, 2017-2026). D'après le document du PNIASAN publié en 2020, l'exécution du PNIASA a permis à l'agriculture

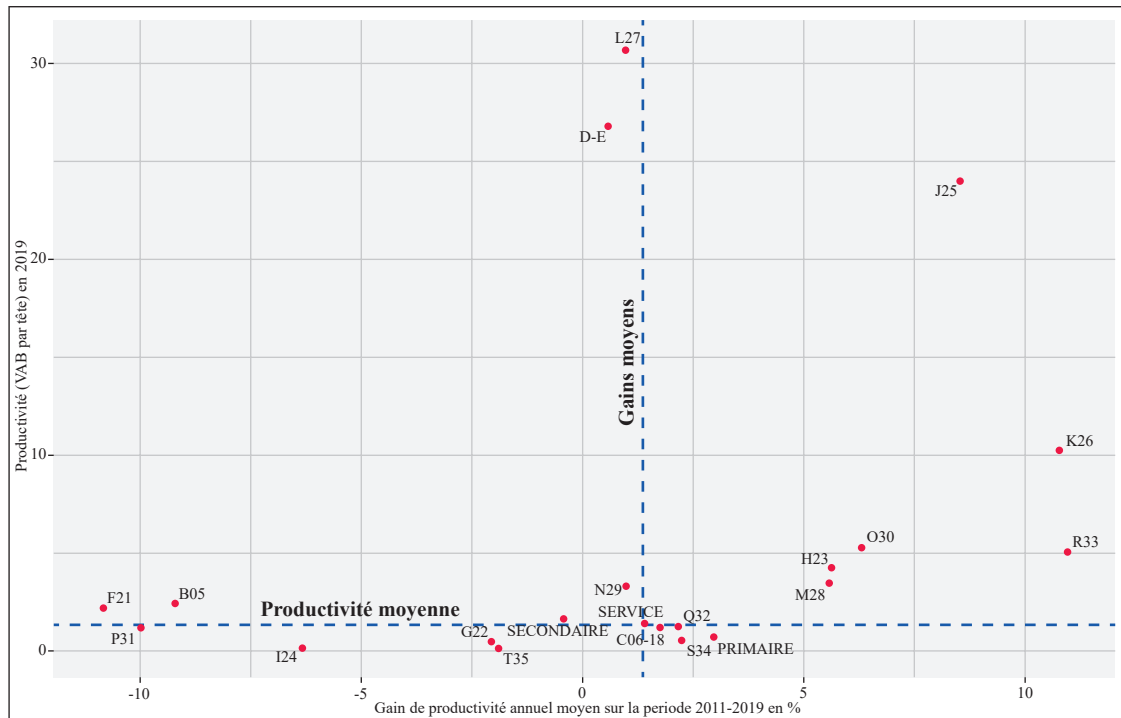
d'enregistrer un taux de croissance annuel de 3,5 % entre 2010 et 2015 contre 3,1 % entre 2002 et 2005.

Le secteur secondaire a vu sa productivité baisser de 0,4 % en moyenne par an entre 2011 et 2019 alors que le secteur tertiaire affiche une hausse annuelle moyenne de 1,4 % sur la même période avec une part moyenne de 45,1 % dans l'emploi sur la période. La branche « activités immobilières » est celle qui enregistre le plus haut niveau de productivité en 2019 avec une progression annuelle moyenne de 1,0 %. Cependant son gain de productivité annuel moyen reste en dessous de la moyenne. Les branches d'activités qui présentent un niveau élevé de gain de productivité sont les « activités financières et d'assurance » et « activités artistiques, sportives et récréatives » avec un niveau de productivité supérieur à la moyenne. Les gains de productivité peuvent être interprétés comme une amélioration du progrès technique. Le progrès technique regroupe les innovations de nature technique apportant des perfectionnements aux produits ou aux procédés de production. Au sens large c'est tout ce qui permet d'augmenter la productivité des facteurs de production.

Le niveau de productivité du secteur primaire est le plus faible des trois secteurs d'activités. Ce constat explique le déplacement sectoriel des populations rurales vers le secteur tertiaire. Le faible niveau de productivité confirme aussi les caractéristiques du secteur primaire togolais : méthode de production archaïque, outils de travail rudimentaires.

Graphique 3

Productivité par emploi (en millions de FCFA) et Gain de productivité des branches (%) entre 2011-2019



Source : Calcul de l'auteur à partir des données des comptes nationaux du Togo

Tableau 2

Légende du graphique 3

Code	Libellé	Code	Libellé
PRIMAIRE	Secteur Primaire	K26	Activités financières et d'assurance
SECONDAIRE	Secteur Secondaire	L27	Activités immobilières
B05	Extraction	M28	Activités spécialisées, scientifiques et techniques
C06-18	Manufacturière	N29	Activités de services de soutien et de bureau
D-E	Eau Electricité et gaz	O30	Activités d'administration publique
F21	Construction	P31	Education
SERVICE	Secteur tertiaire	Q32	Activités pour la santé humaine et l'action sociale
G22	Commerce	R33	Activités artistiques, sportives et récréatives
H23	Transports et entreposage	S34	Autres activités de services n.c.a.
I24	Hébergement, restauration et débits de boissons	T35	Activités spéciales des ménages
J25	Information et communication		

Le développement de l'emploi du secteur tertiaire s'est fait aux dépens du secteur primaire. Au Togo, on constate que les villes sont prises d'assaut par la population (jeune pour la plupart) issue des milieux ruraux ayant délaissé le travail de la terre pour de meilleures conditions de vie. Les activités choisies par cette population à leur arrivée dans les villes sont pour la plupart des activités du secteur tertiaire. Comme exemple, on peut citer les activités de transport (taxi-motos, taxis...) et le commerce.

4.3. Transfert de l'emploi entre les branches et productivité globale de l'économie togolaise

Le transfert de la main d'œuvre observé au sein de l'économie togolaise a eu un impact sur la productivité globale de l'économie. En effet, le déplacement de la population active des branches d'activité moins productives vers les plus productives contribue à améliorer la productivité de

l'économie dans son ensemble. Cependant, même si cet impact est avéré, l'amélioration de la productivité n'est pas exclusivement la conséquence de la migration. L'amélioration de la productivité est aussi fonction des facteurs qui sont propres à chaque branche d'activité. Il peut s'agir de l'innovation au sein d'une unité de production ou de son organisation managériale. La productivité peut donc être décomposée en une composante intra-branche indépendante des transferts d'emploi entre branche et en une composante interbranche liée au transfert d'emploi entre les branches.

La décomposition utilise les données de l'emploi de la période 2011-2019. Sur cette période, la productivité de l'économie togolaise s'est améliorée avec une croissance annuelle moyenne de 1,6 %.

L'analyse du tableau 3 qui présente la décomposition du gain de productivité suivant les secteurs d'activité montre que la croissance annuelle moyenne de la productivité (le gain de productivité annuel moyen) entre 2011-2019 se décompose en une composante intra-sectorielle qui est de 1,3 % et l'effet de structure instantané qui est de 0,3 %. Cette décomposition montre que le gain annuel moyen est plus tributaire des effets se produisant au sein des secteurs d'activité.

En ce qui concerne le tableau 4, la croissance annuelle moyenne de 1,6 % se décompose en une composante intra-branche qui est de 1,5 % et un effet de structure instantané de 1,3 %. Le résidu dans le cas de cette décomposition est de -1,2 %. Contrairement à la première décomposition, les

Tableau 3

Décomposition du gain de productivité (%) annuel moyen suivant les secteurs d'activité

Secteur d'activités	Gain de productivité annuel moyen entre 2011 et 2019	Effet intra-secteur	Effet inter-secteur	RESIDU
Primaire		0,7	0,2	0,0
Secondaire		-0,1	0,0	0,0
Tertiaire		0,7	0,0	0,0
Economie togolaise	1,6	1,3	0,3	0,0

Source : Calcul de l'auteur à partir des données des comptes nationaux du Togo

Tableau 4

Décomposition du gain de productivité (%) annuel moyen suivant les branches d'activité

Branche d'activités	Gain de productivité annuel moyen entre 2011-2019	Effet intra-branche	Effet inter-branche	RESIDU
Agriculture		0,4	1,8	0,0
Elevage et chasse		0,0	0,1	0,0
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien		0,0	0,0	0,0
Pêche et aquaculture		0,0	0,0	0,0
Extraction		-0,1	0,0	0,0
Manufacturière		0,3	0,0	0,0
Eau Electricité et gaz		0,0	0,0	0,0
Construction		-0,3	0,1	-0,3
Commerce		-0,2	1,3	0,0
Transports et entreposage		0,4	0,0	0,0
Hébergement, restauration et débits de boissons		-0,1	-0,7	0,0
Information et communication		0,5	0,0	-0,1
Activités financières et d'assurance		0,3	0,0	-0,1
Activités immobilières		-0,2	0,2	0,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques		0,2	0,2	-0,1
Activités de services de soutien et de bureau		0,0	0,0	-0,1
Activités d'administration publique		0,4	0,0	0,0
Education		-0,4	-1,3	-0,3
Activités pour la santé humaine et l'action sociale		0,1	0,1	-0,1
Autres services		0,1	-0,4	0,0
Economie togolaise	1,6	1,5	1,3	-1,2

Source : Calcul de l'auteur à partir des données des comptes nationaux du Togo

effets inter branches ont une meilleure contribution au gain de productivité annuel moyen ce qui prouve que dans ce cas précis les transferts de travailleurs entre branches d'activité jouent un grand rôle dans l'amélioration de la productivité de l'économie togolaise.

La comparaison entre les deux décompositions montre que l'effet structure instantané de la décomposition suivant les branches d'activité (1,3 %) excède celui de la décomposition suivant les secteurs d'activité (0,3 %) de 1,0 point de pourcentage. Cette situation montre qu'à court-terme les transferts d'emploi se font plus entre branches d'activité de même secteur d'activité qu'entre des branches de secteur différent.

En ce qui concerne la décomposition du gain de productivité du travail, on retient qu'à court terme le transfert d'emploi d'un secteur d'activité vers un autre n'est pas systématique. Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour l'expliquer.

Un travailleur qui veut quitter sa branche d'activité pour une autre plus productive, va préférer se renseigner auprès des branches dont l'activité présente des similarités avec celle qu'il veut quitter. Le facteur qui peut motiver cette décision à court-terme est le temps d'adaptation à un nouveau métier. Mais à long-terme le travailleur peut suivre des formations et prétendre à des postes au sein de secteurs d'activité différents de celui qu'il veut quitter. Cette démarche peut être aussi remarquée au niveau des unités de production. En effet, lorsqu'une unité de production d'une branche d'activité recherche des travailleurs, elle prospecte d'abord auprès des travailleurs ayant une certaine expérience dans le domaine. Une telle démarche est bénéfique pour l'unité de production à court terme car elle lui permet de minimiser des éventuels coûts liés à la formation d'une main d'œuvre non adaptée au métier. En d'autres termes, à court-terme les secteurs d'activité améliorent leur productivité avec un apport limité des autres secteurs de l'économie.

5. Conclusion

Le changement structurel joue un rôle important dans le processus de développement de la productivité des pays en développement. Il induit à une redistribution sectorielle des ressources, ce qui constitue une condition nécessaire et un accessoire de l'accroissement de la productivité.

Dans cet article, nous avons analysé dans un premier temps les caractéristiques du changement structurel de l'économie à travers l'analyse des évolutions des parts des différents secteurs d'activité dans l'emploi et la valeur ajoutée. Ensuite nous avons analysé, à travers une décomposition,

la contribution de la transformation structurelle sur la croissance de la productivité du travail.

Les résultats ont montré que l'économie togolaise a procédé à une réallocation des ressources au profit du secteur tertiaire qui est devenu le secteur prédominant de l'économie au niveau de l'emploi et la valeur ajoutée. La contribution de ce changement structurel à la croissance de la productivité du travail est de 1,3 % lorsque la décomposition est réalisée suivant les branches d'activités et de 0,3 % pour la décomposition suivant les secteurs d'activités. Pour les deux décompositions, cependant, les dynamiques intra sectorielle et intra branche reste le principal moteur de la croissance de la productivité du travail.

Le phénomène d'exode rural qui est la migration de la population active agricole des milieux ruraux vers les villes a accéléré la tertiarisation de l'économie togolaise. La part de la population rurale entre 2010 et 2022 est passée de 62,3 % à 57,1 % soit un recul de 5,2⁵ points de pourcentage. Le faible niveau de productivité du secteur primaire a sans doute contribué à ce déplacement. Les activités choisies par cette population à leur arrivée dans les villes sont pour la plupart des activités du secteur tertiaire tels que les activités de transport (taxi moto et taxi voiture) et de commerce qui n'exigent pas de qualification. Il pourrait y avoir d'autres migrations que l'exode rural.

Cette situation a conduit à la polarisation de l'emploi qui est une conséquence directe de la tertiarisation : d'une part, des emplois hautement spécialisés, bien rémunérés et stables, et, d'autre part, des emplois peu qualifiés, relativement mal rémunérés et précaires (emploi informel). Pour Pascal Petit (1988), lorsqu'il s'agit de services non spécialisés, la dynamique de l'emploi suit les gains de productivité faibles et peu sensibles aux économies d'échelle. Ainsi, le développement du secteur tertiaire s'est accompagné du développement d'une forme particulière d'emploi qui est l'auto-emploi et des emplois précaires. Selon le document d'analyse des comptes nationaux du Togo de 2019, la part de l'emploi informel est de 84,4 % et dans le secteur tertiaire elle est de 73,1 %.

La tertiarisation, considérée à juste titre comme un signe de développement, a permis une augmentation de la productivité et de la croissance économique togolaise. Cependant, cette tendance a également des implications pour l'emploi, la pauvreté et les inégalités. Ce sont donc des défis qui attendent le gouvernement en termes d'investissements en

⁵ *Résultats définitifs du recensement général de la population et de l'habitat de 2010 et 2022*

infrastructures et dans le capital humain. Pour le capital humain, les politiques à mettre en place doivent viser à améliorer la qualité de l'éducation et de la formation dans le but de renforcer le secteur des services et à atténuer les effets négatifs de

la tertiarisation sur l'emploi. Tous ces défis ne peuvent être relevés que si les statistiques, dont l'objectif est d'éclairer la décision publique, sont une mesure aussi précise que possible de la réalité économique, politique et sociale.

6. Bibliographie

Banerjee, A. V., Duflo, E. (2007). "The Economic Lives of the Poor", *The Journal of Economic Perspectives*, 21(1): 4-34.

Banque africaine de développement, "Rapport sur le développement en Afrique 2015 Croissance, pauvreté et inégalités : lever les obstacles au développement durable", https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/ADR15_FR.pdf

Clark, C., (1947). "The Conditions of Economic Progress", Macmillan C, 1957, 720 p.2.

Clark, R., Dostie, B., Fakh, A. (2019). "Quelle est la contribution de la réallocation de la main-d'oeuvre à la croissance de la productivité ?", Centre de la productivité et de la prospérité, HEC Montréal

Chenery, H. B., Taylor, L. (1968). "Development Patterns among Countries and Over Time", *Review of Economics and Statistics* 50(4): 966 – 1006.

Dercon, S., Gollin, D. (2014). "Agriculture in African Development: A Review of Theories and Strategies", *Annual Review of Resource Economics* 6: 471-492.

Diao, X., Harttgen, K, McMillan, M. (2007). "The changing structure of Africa's economies", Working Paper, 2017.

Duarte, M., Restuccia, D. (2010). "The Role of the Structural Transformation in Aggregate Productivity", *Quarterly Journal of Economics* 125(1): 129 – 173.

Fisher, A. G. B. (1935). "The Clash of Progress and Security.", Macmillan.

Fisher, A. G. B. (1945). "Economic Progress and Social Security.", Macmillan.

Foster, L., Haltiwanger, J., Krizan, C. J. (2001). "Aggregate Productivity Growth: Lessons from Microeconomic Evidence.", dans Edward Dean, Michael Harper, et Charles Hulten (Eds.), *New Developments in Productivity Analysis*, Chicago: University of Chicago Press.

Foster, L., Haltiwanger, J., Krizan, C. J. (2006). "Market Selection, Reallocation, and Restructuring in the U.S. Retail Trade Sector in the 1990s.", *Review of Economics and Statistics*, vol. 88, no 4, p. 748-758.

Fourastié, J. (1952). "La Productivité", Paris, Presses universitaires de France, 120 p.

Gbemenou, B., Doukkali M. R., Aloui O. (2020). "Déterminants de la transformation structurelle en Afrique". *Rev. Mar. Sci. Agron. Vét.* (2020) 8(3): 371-380

Gollin, D., Lagakos, D., Waugh, M. E. (2014). "The Agricultural Productivity Gap.", *Quarterly Journal of Economics* 129 (2): 939-993.

Hamdouch, A. (1996). "La problématique internalisation-externalisation des services productifs : d'une logique d'arbitrage statique à celle d'une optimisation dynamique", in contribution au 4ème séminaire internationale de recherche en management des activités de service, La Londe des maures, 5-7 juin 1996.

Herrendorf, B., Rogerson, R., Valentinyi, A. (2014). "Growth and Structural Transformation.", In Aghion and Durlauf (eds). *Handbook of Economic Growth*, Volume 2 : 855-941, Amsterdam, Netherlands : North-Holland.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographique (INSEED). "Les documents d'analyse des comptes nationaux du Togo de 2000 à 2019", www.inseed.tg.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographique (INSEED). Comptes nationaux rétopolés sur la période 2007-2016, www.inseed.tg

Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographique (INSEED). “Perspectives démographiques du Togo 2011–2031”, www.inseed.tg

Lin Y, J. (2009). “Economic Development and Structural Change.”, The World Bank. 1-14.

Lewis, W. A. (1954). “Economic Development with Unlimited Supplies of Labor.”, Manchester School of Economic and Social Studies, vol. 22, 1954, 139-191.

McMillan, M., Rodrik, D. (2011). “Globalization, Structural Change, and Productivity Growth”, In Making Globalization Socially Sustainable, edited by M. Bachetta and M. Jansen. Geneva : International Labour Organization and World Trade Organization.

McMillan, M., Rodrik, D., Verduzco-Gallo, I. (2014). “Globalization, Structural Change, and Productivity Growth, with an Update on Africa”, In Making Globalization Socially Sustainable, World Development November ; 63 : 11-32.

Ministère de l’agriculture, de l’élevage et de l’hydraulique du Togo, “Programme national d’investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle - PNIASAN -2ème génération du PNIA : Plan d’investissement 2017-2026”, https://agriculture.gouv.tg/wp-content/uploads/2020/06/PNIASAN-_apres-atelier-de-validation-_11_01_2018.pdf

Meissonier, R. (2006). “Externaliser le système d’information : décider et manager”, Collection Connaissance de la gestion.

Porter, M. (1979). “How competitive forces shape strategy”, Harvard Business Review, mars-avril 1979.

Réunion d’experts pluriannuelle sur le commerce, les services et le développement Septième session (2014). “Les technologies de l’information et de la communication pour un développement économique et social équitable”, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Réunion d’experts pluriannuelle sur le commerce, les services et le développement Cinquième session (2017). “Rôle de l’économie et du commerce des services dans la transformation structurelle et le développement équitable”, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Réunion d’experts pluriannuelle sur le commerce, les services et le développement Septième session (2019). “Renforcement des capacités productives grâce aux services”, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Timmer, C. P. (2009). “A World without Agriculture: The Structural Transformation in Historical Perspective”, AEI Press

Schreiber, A., Vicard, A. (2011). “La tertiarisation de l’économie française et le ralentissement de la productivité entre 1978 et 2008”, Série des documents de travail de la Direction des Études et Synthèses Économiques, INSEE.

7. Annexe

Lors du passage des comptes nationaux du Togo au SCN2008, le PIB a été réévalué de 37,4 %⁶. Ce niveau de réévaluation du PIB de l’année 2016 se décompose comme suit :

- L’amélioration de la couverture (39,3 %) à travers l’utilisation des nouvelles données d’enquête ;
- La méthodologie (-4,9 %) à travers l’affinement dans le traitement des sources, l’actualisation des taux de consommation intermédiaire et la prise en compte des taux de pertes dans l’agriculture ;
- La prise en compte des recommandations du SCN 2008 (3,0 %).

L’année de raccordement entre les comptes élaborés sous le SCN93 et SCN2008 étant 2016, la rétopolation consiste à reprendre le calcul des comptes élaborés sous un système de comptabilité nationale différent du système en vigueur en y intégrant toutes les recommandations du nouveau système de comptabilité nationale, les nouvelles méthodologies de traitement et les nouvelles sources de données identifiées et adoptées pour la nouvelle année de base.

⁶ Document d’analyse des comptes nationaux de 2016-2017

Pour l'emploi, les travaux de réropolation ont principalement porté sur les sources additionnelles qui ont permis d'améliorer la couverture. Le travail va consister à estimer l'emploi correspondant à la production additionnelle identifiée pour la nouvelle année de base. Pour cela nous avons utilisé le ratio VAB par tête pour estimer l'emploi correspondant à la VAB additionnelle issue de l'exploitation des nouvelles sources de données.

Tableau 5
Série de l'emploi (l'emploi a été remis à niveau entre 2011 et 2015)

Branche	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
 Primaire 	 1 026 670 	 1 057 027 	 1 059 687 	 1 062 839 	 1 090 971 	 1 125 622 	 1 126 250 	 1 192 263 	 1 210 065
<i> Agriculture </i>	1 012 855	1 040 455	1 042 828	1 045 886	1 071 932	1 105 669	1 104 867	1 172 308	1 186 681
<i> Elevage et chasse </i>	7 147	9 351	9 357	9 401	10 005	10 727	12 017	11 247	14 040
<i> Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien </i>	2 212	2 309	2 289	2 320	2 499	2 560	2 676	2 618	2 806
<i> Pêche et aquaculture </i>	4 456	4 912	5 213	5 232	6 535	6 666	6 690	6 090	6 538
 Secondaire 	 371 973 	 387 893 	 402 114 	 421 585 	 436 924 	 445 887 	 460 259 	 495 475 	 495 611
<i> Extraction </i>	8 823	10 180	10 319	12 681	12 569	11 841	10 851	17 705	18 519
<i> Manufacturière </i>	337 037	352 180	354 581	358 244	371 260	387 215	409 659	434 755	429 141
<i> Eau Electricité et gaz </i>	4 389	4 242	4 342	4 599	4 785	5 453	5 234	5 538	5 904
<i> Construction </i>	21 724	21 291	32 872	46 061	48 310	41 378	34 515	37 477	42 047
 Tertiaire 	 1 107 160 	 1 145 346 	 1 190 410 	 1 191 088 	 1 239 166 	 1 295 875 	 1 314 531 	 1 493 080 	 1 482 368
<i> Commerce </i>	459 772	473 624	480 883	489 192	506 926	534 481	532 636	607 306	523 754
<i> Transports et entreposage </i>	61 988	65 513	67 098	68 222	70 477	72 777	74 343	76 772	76 259
<i> Hébergement, restauration et débits de boissons </i>	226 550	232 440	224 831	226 376	235 067	241 368	236 069	313 498	327 215
<i> Information et communication </i>	9 565	9 560	10 092	10 849	11 700	11 348	12 039	8 458	9 679
<i> Activités financières et d'assurance </i>	10 640	11 067	10 955	11 183	16 299	11 080	8 969	10 767	11 892
<i> Activités immobilières </i>	7 305	7 514	8 540	10 314	9 897	10 352	10 512	10 532	11 265
<i> Activités spécialisées, scientifiques et techniques </i>	40 213	45 546	45 274	44 086	49 712	46 893	45 270	27 471	33 278
<i> Activités de services de soutien et de bureau </i>	19 101	26 123	25 518	25 735	27 569	27 109	22 255	18 476	27 115
<i> Activités d'administration publique </i>	45 315	44 379	47 274	46 518	44 646	45 341	44 228	47 421	47 241
<i> Education </i>	48 269	48 526	75 550	61 501	62 209	67 576	94 438	137 571	166 860
<i> Activités pour la santé humaine et l'action sociale </i>	41 875	40 664	41 239	42 011	45 009	64 059	60 995	50 046	51 616
<i> Autres services </i>	136 567	140 390	153 156	155 101	159 655	163 491	172 777	184 762	196 194
 Total Branche 	 2 505 803 	 2 590 266 	 2 652 211 	 2 675 512 	 2 767 061 	 2 867 384 	 2 901 040 	 3 180 818 	 3 188 044

Source : Calcul de l'auteur à partir des comptes nationaux du Togo

